

Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

Quand protéger les femmes et les enfants n'est toujours pas une priorité ¹

Le mois d'août 2025 a été marqué par **27 cas de violences graves** : 7 viols de mineures, 1 viol d'une femme, 8 féminicides, 4 femmes battues, 2 enlèvements, 4 enfants tués et 1 enfant arrêté.

Ces chiffres révèlent un constat alarmant : les femmes et les enfants continuent d'être les principales victimes d'une violence systématique, souvent aggravée par l'impunité des auteurs.

Des enfants privés d'avenir.

Les victimes ne sont pas des statistiques. Ce sont des enfants qui auraient dû être à l'école ou jouer avec leurs camarades.

- À **Gitega**, une fillette de 6 ans a été agressée par son voisin de 74 ans. Sa famille témoigne qu'elle est aujourd'hui traumatisée et nécessite un suivi médical urgent.
- À **Kayanza**, une élève de 12 ans a été attirée par son voisin avec de simples beignets. L'homme a pris la fuite et demeure introuvable.

Ces cas montrent que l'innocence des enfants est chaque jour mise en danger. Les adultes, qui devraient être des protecteurs, se transforment parfois en agresseurs. L'inaction des autorités, leur lenteur ou leur complaisance envoient un message terrible : la violence contre les enfants peut rester impunie. Tant que les auteurs ne seront pas sanctionnés de manière exemplaire et que des mécanismes solides de prévention et de protection ne seront pas instaurés, d'autres enfants continueront de grandir dans la peur, privés de leur droit le plus élémentaire : celui de vivre, de jouer et d'apprendre en sécurité.

Les foyers deviennent des lieux de danger.

Les féminicides recensés en août mettent en lumière la vulnérabilité des femmes au sein même de leur foyer.

- À **Gitega**, Nadine Ndayishimiye, 36 ans, a perdu la vie sous les coups de son mari, après des années de conflits conjugaux.
- À **Rumonge**, Evelyn Nsabimana, 25 ans, a été retrouvée pendue. Les habitants dénoncent une mise en scène destinée à maquiller son meurtre en suicide.

¹ <https://burundimffps.org/bulletin-mensuel-femme-abusee-nation-dechiree-aout-2025/>

Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

Ces drames rappellent que, pour de nombreuses femmes, le lieu qui devrait être le plus sûr, leur foyer, devient un espace de peur et parfois de mort. Les violences domestiques ne sont pas des affaires privées : elles constituent un problème de société qui exige une réponse publique ferme. Lorsque des femmes comme Nadine ou Evelyne meurent dans l'indifférence, cela prouve que les mécanismes de protection et de prévention sont inexistants ou inefficaces. Tant que l'État n'assumera pas pleinement sa responsabilité de protéger les femmes, d'accompagner les victimes et de sanctionner les agresseurs, les foyers continueront d'être des lieux de danger plutôt que des refuges.

Des enfants sacrifiés à la violence.

La brutalité atteint aussi les plus jeunes :

- **Symphorien**, 3 ans, a été tué à la machette par sa mère à Mugina.
- **Don Divin**, 15 ans, a été étranglé après avoir réclamé son salaire impayé dans un restaurant de Kabezi.
- À Ntawangwa, un nourrisson a été retrouvé étouffé puis jeté dans des toilettes, à peine né.

Ces situations montrent à quel point les enfants, les plus vulnérables de notre société, sont laissés sans protection. Elles révèlent l'absence criante de dispositifs de prévention, de soutien psychosocial et de protection de l'enfance. Chaque enfant sacrifié témoigne d'un échec collectif, celui d'une société qui n'a pas su offrir un cadre sûr ni aux enfants ni aux familles en détresse. **Tant que l'État ne renforcera pas ses mécanismes d'appui et de protection, d'autres enfants continueront de payer le prix de cette négligence.**

L'impunité comme facteur aggravant.

L'impunité demeure un problème central :

- À **Rumonge**, un homme condamné pour avoir agressé une mineure a osé plaider le consentement de la victime, âgée de 13 ans.
- À **Bubanza**, une femme hospitalisée après avoir été battue par un policier n'a vu aucune sanction appliquée contre l'agent, toujours protégé par ses collègues.

Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

- À **Bujumbura**, une femme de 27 ans a été enlevée en plein marché par des agents de renseignement sans mandat. Son sort reste inconnu.

L'impunité n'est pas une simple faiblesse du système judiciaire : elle est devenue un véritable mécanisme de protection des agresseurs. Elle envoie un message clair : au Burundi, certains crimes peuvent rester sans conséquences. Cette complicité institutionnelle détruit la confiance des citoyennes et citoyens envers la justice, encourage la répétition des violences et condamne les victimes au silence. Mettre fin à l'impunité n'est pas une option : c'est une urgence pour restaurer la dignité humaine et garantir la sécurité de toutes et tous.

Chaque vie perdue ou brisée en août rappelle que la protection des femmes et des enfants n'est toujours pas une priorité des institutions burundaises.

Protéger les femmes et les enfants, urgence nationale.

Ces violences ne peuvent plus être considérées comme des faits divers. Elles sont le signe d'un échec systémique qui appelle une réponse urgente et courageuse.

Elles exigent :

1. Des enquêtes rapides, transparentes et impartiales, afin que chaque crime soit élucidé et que la vérité soit rendue aux familles.
2. Des poursuites judiciaires réelles et exemplaires, indépendamment du statut politique, professionnel ou social des auteurs.
3. Un accompagnement médical, psychologique et social accessible aux victimes et à leurs familles, afin de reconstruire des vies détruites par la violence.
4. Un engagement ferme et public de l'État, garantissant que la protection des femmes et des enfants devienne une priorité nationale et que l'impunité cesse d'être la norme.

Protéger les femmes et les enfants, c'est protéger l'avenir du Burundi. **Laisser ces crimes impunis, c'est condamner notre société à la peur et au délitement.** L'heure n'est plus aux promesses, mais à l'action.